



Table ronde Fret Direction / Syndicats du 18 juin 2007

À la demande unitaire des organisations syndicales, la direction générale de la SNCF a été contrainte de convoquer une table ronde le 18 juin 2007 sur l'avenir du Fret SNCF.

Cette journée a été placée, par la CGT, sur le terrain revendicatif par de multiples initiatives sur les sites ferroviaires avec interpellations des pouvoirs publics et des directions SNCF.

Contrairement à la « concertation informelle », visant uniquement l'adhésion des organisations syndicales aux objectifs fixés par l'entreprise, cette table ronde a permis de faire sortir du bois la direction SNCF.

Après l'échec du précédent plan, les pouvoirs publics et la direction SNCF portent une lourde responsabilité dans la situation du Fret SNCF et dans l'affaiblissement de l'outil de production.

Ils persistent aujourd'hui dans la même logique libérale, avec les mêmes effets pour la mise en œuvre des orientations sur la période 2007-2008.

C'est une nouvelle réduction de la voilure qui est proposée :

- Sur 14 triages encore en activité, il n'en resterait plus que 3 ; reliés entre eux par une trentaine de plateformes de tri ;
- La quasi-disparition du wagon isolé sur toute la partie atlantique. Ailleurs, il serait limité autour d'un produit (sidérurgie, chimie, auto) ;
- Des suppressions d'emplois importantes sur le périmètre Fret sans en préciser le nombre (vraisemblablement plusieurs milliers) ;
- L'ouverture de négociations (Plan Social) en octobre 2007 sur les règles d'emploi et de rémunération des personnels du Fret.

Pour la CGT, ce nouveau plan de réorganisation de la branche Fret annoncé hier, n'est pas de nature à redresser durablement l'activité.

Ce plan empreint de la logique financière vise à l'équilibre budgétaire par le bas, à mettre l'activité Fret SNCF au service des 70 plus gros chargeurs et non à la réponse aux besoins du plus grand nombre.

La CGT a dénoncé cette stratégie qui manque singulièrement d'ambition face aux enjeux que représentent la croissance du transport marchandises prévue de 40% d'ici 2020, l'aménagement du territoire et la préservation de l'environnement.

Après avoir réalisé 40.9 GTK (milliards de tonnes/kilomètres) en 2006, la direction SNCF ne se positionne pas dans la perspective d'une reconquête des trafics en présentant un objectif à 40 GTK à l'horizon 2010. C'est la poursuite du recentrage sur les trafics les plus rentables en abandonnant aux opérateurs ferroviaires et routiers, les trafics à faible marge bénéficiaire y compris en utilisant ses propres filiales du groupe SNCF (VFLI...) pour organiser la concurrence.

En réduisant les capacités de l'outil de production, la direction choisit de calquer le fonctionnement de l'entreprise publique sur l'organisation en vigueur chez les nouveaux opérateurs ferroviaires. Pour la CGT, ce choix est une erreur stratégique pour la SNCF qui est un opérateur de réseau implanté sur l'ensemble du territoire, disposant d'une gamme d'offre complète, contrairement aux autres opérateurs qui n'effectuent que quelques trafics sur une seule ligne de point à point.

Dans sa recherche de l'équilibre budgétaire, la direction SNCF entend peser sur le niveau de l'emploi et sur les conditions sociales des cheminots avec la tenue d'un round social à l'automne.

En lien avec les négociations sociales de l'automne, la direction SNCF veut imposer des reculs sociaux en appliquant une autre réglementation du travail, des évolutions salariales différentes et de nouvelles conditions sociales pour les agents du périmètre Fret avec à la clef des suppressions d'emplois. Bien qu'elle n'ait avancé aucun chiffre, ni calendrier, cette dernière a confirmé une réduction des moyens humains qui pourrait se traduire à nouveau par plusieurs milliers de suppressions d'emplois.

La Direction n'a pas écarté l'éventualité de modifier le dictionnaire des filières et certains règlements avec des conséquences sur le statut, bien commun de tous les cheminots.

Pour la CGT, la direction SNCF s'inscrit dans la logique libérale de ramener au plus bas les coûts du transport par l'abaissement du coût social. Ainsi, elle alimente le dumping social cher aux opérateurs privés, au moment même où se déroule des négociations sur l'établissement d'une convention collective nationale de branche du secteur ferroviaire.

Pour la CGT, il est inconcevable de baisser le niveau des conditions sociales de plusieurs dizaines de milliers de cheminots qui fragiliserait le statut et hypothéquerait l'harmonisation par le haut des règles sociales du secteur ferroviaire.

Les analyses de la CGT ont été partagées par plusieurs fédérations, loin d'être convaincues par les orientations de la direction.

Les propositions CGT reposent sur une politique de volume avec un objectif réaliste et motivant de 50 GTK en 5 ans, cela suppose un changement de cap radical en commençant par l'arrêt des suppressions d'emplois, la réouverture des gares au Fret et la remise à plat des projets en cours.

Au niveau local et régional, la CGT a fait aussi des propositions pour développer les trafics, y compris le wagon isolé, et les moyens pour y arriver.

Les pouvoirs publics et la direction SNCF doivent en tenir compte au moment où les enjeux environnementaux inquiètent nos concitoyens, il est urgent d'envisager d'autres choix politiques, économiques et sociaux que ceux qui ont prévalu ces dernières années. Les actes du gouvernement doivent être en adéquation avec son discours sur le développement durable à la veille de la conférence gouvernementale, le « Grenelle de l'environnement ».

La SNCF et le Service Public ont des atouts à faire valoir pour le développement économique et social dans le pays.

La CGT n'accepte pas et ne laissera pas faire la casse du Fret SNCF et de l'outil de production.

Les annonces de la direction SNCF sont une raison de plus pour agir le 27 juin 2007, sur tous les sites ferroviaires, à partir des revendications sur le Fret, le Service Public, l'Emploi, les Salaires et les Métiers.

La CGT appelle l'ensemble des cheminots à participer nombreux à cette journée d'actions décentralisées le jour du Conseil d'Administration de la SNCF.

Pour la Région Parisienne le rassemblement se déroulera de 11 h 00 à 13 h 30, devant le siège de la Direction, 34 rue du Commandant Mouchotte – 75014 PARIS.